16 Pertes pécuniaires diverses :

- b) Insuffisance de recettes (générale) ;
- c) Mauvais temps ;
- d) Pertes de bénéfices ;
- e) Persistance de frais généraux ;
- f) Dépenses commerciales imprévues ;
- g) Perte de la valeur vénale ;
- h) Pertes de loyers ou de revenus ;
- i) Pertes commerciales indirectes autres que celles mentionnées précédemment ;
- j) Pertes pécuniaires non commerciales.

Lilloise d'assurances, société anonyme dont le siège social est à Wasquehal (59290), 1 A, avenue de la Marne :
18 Assistance.

Société française de recours, société anonyme dont le siège social est à Beausoleil (06240), 7, avenue d'Alsace :
18 Assistance.

Société anonyme française d'assurances de risques protégés, dont le siège social est à Paris (9^e), 30, rue de Mogador :

13 Responsabilité civile générale.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 avril 1991.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du Trésor,
J.-C. TRICHET

Arrêté du 23 avril 1991 fixant la valeur du coupon à échéance du 25 avril 1991 des obligations assimilables du Trésor 9,50 p. 100 Avril 2000 en ECU

NOR : BUD9105020A

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,

Vu le décret n° 89-1012 du 29 décembre 1989 relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Janvier 1990 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor, modifié par le décret n° 90-316 du 9 avril 1990 ;

Vu les arrêtés des 18 avril 1990, 27 juin 1990, 18 septembre 1990, 15 octobre 1990 et 28 février 1991 relatifs à l'émission des obligations assimilables du Trésor,

Arrête :

Art. 1^{er}. - En application des dispositions de l'article 14 du décret du 29 décembre 1989 susvisé, l'intérêt à verser en ECU le 25 avril 1991 pour les obligations assimilables du Trésor 9,50 p. 100 Avril 2000 est de 47,50 ECU.

Art. 2. - La valeur en francs de l'ECU au cours interbancaire fixé à la Bourse de Paris à la date du 23 avril 1991 étant de 6,9610 F, l'intérêt à verser en francs pour les obligations susvisées est de 330,65 F.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 avril 1991.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :
L'administrateur civil,
J.-P. MÉTOIS

Arrêté du 23 avril 1991 autorisant, au titre de 1991, l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs stagiaires de la répression des fraudes (femmes et hommes)

NOR : ECOP9100111A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 23 avril 1991, est autorisée, au titre de 1991, l'ouverture de deux concours pour le recrutement d'inspecteurs stagiaires de la répression des fraudes (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes aux concours est fixé à vingt.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

- concours externe prévu à l'article 7-1 du décret n° 72-378 du 2 mai 1972 modifié, portant statut de ces agents : dix places ;
- concours interne prévu à l'article 7-2 du même décret : dix places.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 24 mai 1991 inclus, terme de rigueur.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser aux directions départementales de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes généralement installées dans la cité administrative du chef-lieu du département.

Pour la région parisienne, à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (bureau 2217), carré Diderot, 3-5, boulevard Diderot, 75572 PARIS CEDEX 12 (téléphone : 44-87-32-68).

BUDGET

Arrêté du 12 avril 1991 portant répartition de crédits

NOR : BUD9160028A

Le ministre délégué au budget,

Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1991,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est annulé sur 1991 un crédit de paiement de 172 495 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Sont ouverts sur 1991 une autorisation de programme de 19 605 000 F et un crédit de paiement de 172 495 000 F applicables aux budgets et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1991.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
C. BLANCHARD-DIGNAC

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT de paiement annulé (en francs)
SOLIDARITÉ, SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE		
TITRE IV		
Action interministérielle de lutte contre la toxicomanie	47-16	172 495 000

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CRÉDIT de paiement ouvert (en francs)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES			
TITRE IV			
Action culturelle et aide au développement	42-10	»	9 500 000
Participation de la France à des dépenses internationales (contributions bénévoles)	42-32	»	1 200 000
Total pour les affaires étrangères		»	10 700 000
COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT			
TITRE IV			
Actions de coopération pour le développement	42-23	»	2 600 000
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET			
II. - SERVICES FINANCIERS			
TITRE III			
Dépenses informatiques, bureautiques et télématiques	34-95	»	730 000
Matériel et fonctionnement courant	34-98	»	4 570 000
TITRE V			
Équipement des services	57-90	16 300 000	16 300 000
Totaux pour les services financiers		16 300 000	21 600 000
ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS			
TITRES III ET IV			
Matériel et moyens de fonctionnement et de déplacement	34-90	»	109 000
Remboursements à diverses administrations	34-93	»	400 000
Centres de responsabilité	34-97	»	31 000
Subventions aux établissements publics	36-91	»	12 000
Actions en faveur de la jeunesse et de la vie associative	43-90	»	9 048 000
Total pour l'éducation nationale, jeunesse et sports		»	9 600 000
INTÉRIEUR			
TITRE III			
Autres agents non titulaires. - Rémunérations et vacations	31-98	»	270 000
Police nationale. - Moyens de fonctionnement	34-41	»	10 695 000
Dépenses informatiques, bureautiques et télématiques	34-82	»	1 846 000
Frais de déplacement	34-90	»	7 659 000
TITRE V			
Informatique, bureautique et télématique. - Dépenses d'équipement	57-60	1 130 000	1 130 000
Totaux pour l'intérieur		1 130 000	21 600 000
JUSTICE			
TITRES III ET IV			
Services pénitentiaires. - Indemnités et allocations diverses	31-22	»	1 660 000
Services de la protection judiciaire de la jeunesse. - Indemnités et allocations diverses	31-32	»	90 000
Autres rémunérations principales	31-96	»	4 560 000
Services de la protection judiciaire de la jeunesse. - Moyens de fonctionnement	34-34	»	720 000
Frais de déplacement	34-90	»	380 000
Matériel et fonctionnement courant	34-98	»	680 000
Subvention de fonctionnement aux établissements publics et aux budgets annexes	36-10	»	285 000
Fonctionnement des juridictions	37-92	»	190 000
Subventions et interventions diverses	46-01	»	12 135 000
Total pour la justice		»	20 700 000
SERVICES DU PREMIER MINISTRE			
I. - SERVICES GÉNÉRAUX			
TITRE III			
Frais de déplacement	34-01	»	590 000
Dépenses informatiques, bureautiques et télématiques	34-04	»	100 000
Parc automobile. - Achat, entretien, carburants et lubrifiants	34-92	»	200 000
Remboursements à diverses administrations	34-93	»	430 000
Matériel et fonctionnement courant	34-98	»	1 800 000
Actions de prévention de la délinquance	37-08	»	600 000
Total pour les services généraux		»	3 720 000

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CRÉDIT de paiement ouvert (en francs)
SOLIDARITÉ, SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE			
TITRES III ET IV			
Cotisations sociales. - Part de l'Etat.....	33-90	»	2 000 000
Services des affaires sanitaires et sociales. - Dépenses diverses.....	37-13	»	8 000 000
Programmes de protection et de prévention sanitaires.....	47-13	»	48 600 000
Lutte contre la toxicomanie.....	47-15	»	12 825 000
Interventions dans le domaine de la recherche, de la pharmacie, du médicament et des équipements hospitaliers et médicaux.....	47-51	»	2 375 000
Total pour la solidarité, santé et protection sociale.....		»	73 800 000
DÉFENSE			
<i>Section Gendarmerie</i>			
TITRE III			
Dépenses de fonctionnement et dépenses d'informatique, de bureautique et de télématique.....	34-44	»	6 000 000
TITRE V			
Matériel.....	53-51	2 175 000	2 175 000
Totaux pour la section Gendarmerie.....		2 175 000	8 175 000
Totaux pour le tableau B.....		19 605 000	172 495 000

Arrêté du 18 avril 1991 portant report de crédits

NOR : BUD9130026A

Le ministre délégué au budget,

Vu l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1990 ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1991,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est annulé sur 1990 un crédit de 6 000 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Est ouvert sur 1991 un crédit de 6 000 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 avril 1991.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget.

I. BOUILLOT

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT annulé sur 1990 (en francs)
JUSTICE		
TITRE V		
Conseil d'Etat. - Travaux de modernisation.....	57-51	6 000 000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ouvert sur 1991 (en francs)
JUSTICE		
TITRE V		
Conseil d'Etat. - Cours administratives d'appel et tribunaux administratifs. - Travaux de modernisation.....	57-51	6 000 000